

MARSEILLE : Reconstruction du SAMU-SMUR en région Provence-Alpes-Côte, le discours de Renaud MUSELIER

Ce matin à l'Hôtel de Région à Marseille, Renaud MUSELIER, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a annoncé la reconstruction du SAMU-SMUR régional aux côtés de Philippe DE MESTER, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé, de Jean-Olivier ARNAUD, Directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille et de Dominique ROSSI, Président de la Commission médicale d'établissement de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille.



Chaque année, la région Sud est le théâtre de très grands enjeux structurels de santé, notamment hospitaliers, et c'est

le cas partout, dans tous ses départements et dans tous ses territoires. C'est pourquoi, le Président de Région a souhaité annoncer ce projet de grande envergure, pour lequel la Région Sud investira 6 millions d'euros, qui s'inscrit pleinement dans le cadre de sa Politique régionale de Santé, qui s'articule autour de 3 grandes priorités : la solidarité territoriale et la lutte contre les déserts médicaux, les besoins de santé de la population avec des priorités sur la jeunesse, les personnes âgées et les personnes atteintes d'un cancer et les innovations techniques et organisationnelles dans la santé. Ces priorités se déclinent en 10 dispositifs.

Discours de Renaud MUSELIER

Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Reconstruction du SAMU-SMUR de la zone de défense et de sécurité Sud

Marseille

Lundi 7 octobre 2019

Merci à chacune et chacun d'entre vous pour votre présence aujourd'hui. Je reconnais, dans l'assistance aujourd'hui, beaucoup de visages connus :

- les visages de professeurs de médecine reconnus pour leur talent dans la France entière, et qui nous font l'honneur de leur présence,
- les visages de hautes personnalités de notre région passionnées par l'intérêt général,
- les sympathiques visages des étudiantes et des étudiants de l'Institut de formation Public Varois des Professions de Santé,
- les visages de compagnons de route, d'amis et de partenaires de la Région Sud venus témoigner de leur intérêt pour ce projet majeur.

Mes chers amis,

Nous aurons, en 2024, un SAMU entièrement neuf pour Marseille et sa région. Et cette annonce n'a rien d'anodin. D'abord, parce qu'elle suppose l'engagement de moyens extrêmement

conséquents de la part de la puissance publique, mais aussi et surtout parce qu'elle s'inscrit dans un contexte très sensible.

Cette annonce a une importance fondamentale alors que, partout en France, se développent les craintes pour l'avenir de notre système de santé. Elle a une importance fondamentale car, dans tant de villes françaises, bon nombre de soignants poursuivent un mouvement de grève inédit, à commencer par ceux des urgences et des SAMU.

Oui, elle a une importance, fondamentale, dans une région comme la nôtre, fière de l'excellence de la qualité de ses soins, et en même temps marquée par les difficultés rencontrées pour y accéder.

Dans ce projet, je veux remercier particulièrement les deux partenaires qui se tiennent à mes côtés aujourd'hui :

– d'une part, l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille, représentée par son Directeur général, Jean-Olivier ARNAUD, et le Président de sa Commission médicale d'établissement, le Professeur Dominique ROSSI,

– d'autre part, l'Agence Régionale de Santé, représentée par son Directeur général Philippe DE MESTER.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Messieurs, est fière de se tenir à vos côtés pour relever ce défi exceptionnel.

La première fois que le Directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille m'a parlé de ce projet, j'en ai immédiatement compris l'ampleur.

Qu'est-ce que le SAMU de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille ?

Il accueille le centre de réception et de régulation des appels, il reçoit plus de 875 000 appels par an, il organise plus de 35 000 déploiements d'équipage de SMUR par an, il assure 2 330 déploiements d'hélicoptères par an et il accueille aussi la Structure Mobile d'Urgence et de Réanimation.

Le SAMU est le centre nerveux des opérations de secours de Marseille.

C'est à partir de ce pôle essentiel que se jouent le sauvetage

des victimes, le secours aux personnes, et donc la survie de nos proches.

Chaque année, les sollicitations sont en augmentation. 2019 devrait marquer une année record en terme d'appels et d'interventions.

Chaque année, nous nous trouvons un peu plus proche de l'obsolescence pour les équipements actuels. Gouverner, c'est aussi prévoir et anticiper. Nous allons donc reconstruire ce SAMU sur une parcelle du site de la Timone.

Nous allons le bâtir, le moderniser, et donner les moyens à ce coeur vibrant de notre politique de santé de préparer les défis de l'avenir.

Cela coûtera 9,5 millions d'euros et prendra un peu moins de cinq ans.

Messieurs les Directeurs Généraux, Monsieur le Président de la CME, je le dis solennellement ici, nous n'avons pas une minute à perdre.

Chaque mois de chantier gagné sera un mois de gagné pour la vie et la sécurité de nos concitoyens.

Son statut de SAMU, compétent pour gérer une situation de catastrophe ou de désastre majeur s'applique à toute la zone de défense et de sécurité SUD (Occitanie, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Sa dimension n'est donc pas seulement marseillaise.

Voilà pourquoi la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur engagera 6 millions d'euros pour mettre en place ce SAMU du futur, soit près des deux tiers des moyens nécessaires, aux côtés de l'APHM et de l'Etat, afin de déclencher cette opération immédiatement.

Le traitement des urgences est le miroir de notre système de santé, nous devons y être très attentifs et redoutablement vigilants.

Les urgences se jouent à la porte de l'hôpital, dans les services d'urgence, mais aussi partout ailleurs.

Là où le destin frappe aveuglément, là où la sécurité n'est pas assurée au bon moment, jusqu'au coeur de nos foyers, dans les appartements de nos aînés, dans les cours d'écoles ou sur

nos lieux de travail.

Partout, le SAMU a pour mission de déployer les forces qui vont faire la différence en faveur de la vie.

Ces mêmes forces bienveillantes qui font basculer une personne d'une mort promise à une vie prolongée.

Seul le prononcé fait foi

Leur rôle est fondamental pour toute société, dans toute civilisation. Et aucune erreur, aucune faille ne leur sont permises.

J'ai été médecin urgentiste et médecin du SAMU. Avec mes collègues dont certains sont présents aujourd'hui, nous avons à la fois vécu le pire et le meilleur des situations de la vie.

L'angoisse, parfois la terreur et même la certitude de la mort, mais aussi la gratitude, le sourire qui illumine les visages que l'on vient de secourir.

Nous avons eu la chance d'être formés par des maîtres absolument remarquables.

Des spécialistes de leur discipline, de grands professionnels obsédés par le combat pour la vie. Leur excellence s'est poursuivie, je le vois aujourd'hui, jusqu'à leurs successeurs ici présents.

Ces seigneurs refusaient la fatalité et l'échec comme on refuse l'injustice, mais ils nous apprenaient aussi à vivre avec, comme aux côtés d'un compagnon de route indésirable que l'on combattrait toujours.

Le métier de médecin du SAMU, comme de tous ceux qui l'entourent, apprend à mener ce combat contre ce que l'on vous présente comme injuste mais inévitable. Cette lutte ne m'a jamais quitté, y compris dans ma vie politique. Voilà aussi le sens de mon engagement personnel dans ce dossier.

Pour la Région, cet engagement s'inscrit dans une démarche plus globale. Chacun ici le sait, notre territoire fait face à des défis de grande ampleur.

Et si la santé publique est une compétence d'Etat, nous n'avons pas le droit d'y rester indifférents.

J'ai donc voulu, avec l'ensemble de ma majorité, porter une

politique de santé ambitieuse. La construction d'un SAMU neuf pour 2024 en est un symbole supplémentaire.

Et j'ai voulu partager aujourd'hui avec vous cette stratégie. Celle-ci se base sur une méthode très claire. Identifier les axes prioritaires attendus par les habitants de la Région, et y répondre avec des résultats à 3 ans, armés d'une vision à 20 ans.

Cette stratégie donne lieu à 3 priorités régionales clairement identifiées :

– première priorité, nous devons réduire les déserts médicaux et garantir l'égalité. Nous vivons dans une région où il y a plus de médecins qu'ailleurs en moyenne, mais où les inégalités territoriales sont criantes. Aux déserts médicaux, nous répondons avec de véritables oasis médicaux que nous implantons dans les territoires les plus touchés. Nos 62 Maisons régionales de Santé sont une réponse concrète et opérationnelle pour les habitants de ces territoires mal desservis. Elles sont ouvertes par des professionnels de santé, en lien avec les collectivités, et sont directement labellisées par la Région et l'ARS. Nous avons promis, avec Christian ESTROSI, d'arriver d'ici à la fin du mandat à un total de 50 maisons de santé – nous en avons labellisé 62. Nous engageons entre 2 et 4 millions d'euros par an en faveur de ces maisons régionales, pour un total de 14 millions d'euros fin 2019.

Nous soutenons l'installation de médecins en milieu rural, nous avons soutenu l'installation de onze médecins généralistes en zone rurale depuis 2017, avec 300 000 euros de soutien de la Région.

Nous avons financé 40 bourses de stage d'internes en médecine générale des Facultés de médecine de Marseille et Nice. Des bourses de 2 400 euros par interne qui leur permettent de se familiariser aux zones rurales et alpines où l'offre de soins est fragile.

Cela représente un engagement de 100 000 euros de la Région depuis l'ouverture du dispositif. Nous ne pouvons pas vivre dans une Région où seuls les habitants des grandes villes ont

l'impression d'avoir accès aux soins.

Dans l'année à venir, nous allons en inaugurer pas moins de 7. Aups et Ramatuelle dans le Var, Bédoin, Beaumes-de-Venise, Beaumettes et Robion dans le Vaucluse, et celle du pays d'Aix dans les Bouches-du-Rhône, ma chère Sophie, mon cher Mohamed. Avec Christian ESTROSI, nous avons fait de ce défi de l'égalité territoriale une priorité absolue.

– deuxième priorité, le Plan Cancer régional. Dans notre région, le cancer est une maladie particulièrement prégnante. On parle de 223 000 personnes prises en charge pour un cancer actif ou sous surveillance. De la première cause de mortalité prématurée sur le territoire régional. De plus de 3 000 chercheurs dans des laboratoires de dimension mondiale entre Nice et Marseille. Entre 1980 et 2012, le nombre de cancers a augmenté en région, pendant que la mortalité baissait. J'ai donc voulu, en 2018, lancer un plan ambitieux doté de 25 millions d'euros de crédits régionaux. Ce Plan Cancer régional est parfaitement coordonné avec le Plan Cancer national. Nous l'avons construit collectivement, dans une logique de complémentarité avec l'Agence régionale de santé et l'ensemble des acteurs :

- o les Comités des Ligues contre le Cancer, et je veux saluer la présence de Pierre GAROSI, Président de la Ligue dans les Bouches-du-Rhône,

- o la structure de coordination régionale des dépistages, que nous avons contribué à régionaliser l'année dernière,

- o le Cancéropôle régional, qui nous accompagne sur le volet Recherche du plan,

- o l'Union européenne est massivement à nos côtés puisque 4,5 millions d'euros de fonds européens ont été investis, et je veux remercier la présence du représentant permanent de la Commission à Marseille, mon ami Alain DUMORT.



Ce plan déploie cinq volets d'action prioritaires :

- o volet 1 : un engagement historique de la Région pour la recherche,
- o volet 2 : favoriser le dépistage et la prévention, sauver des vies,
- o volet 3 : accompagner les malades et leurs familles,
- o volet 4 : aider, participer à la formation des soignants,
- o volet 5 : les cancers de l'enfant, un combat contre l'injustice.

Grâce à ce plan, nous finançons désormais des initiatives très variées, toute tournées vers la lutte contre le cancer. De la simple soirée caritative qui démultiplie nos efforts, comme celle menée par le Rotary Pharo représenté aujourd'hui par Maxime MARTINEZ, jusqu'au million d'euros annuel que nous engageons pour la recherche en faveur du Cancéropôle régional. Ces briques sont très différentes, mais elles sont toutes cruciales.

– troisième priorité régionale, améliorer les conditions de soin et d'accueil, avec un Plan Salles d'attente, qui est une

véritable première en France. J'ai considéré, à force d'écouter les habitants de notre région, que l'on ne pouvait plus accepter l'état de certaines salles d'attente dans les hôpitaux de notre région. Je le dis avec détermination, ces lieux où se joue si souvent l'attente terrible, à mi-chemin entre la vie et la mort d'un proche, ces lieux-là ne peuvent pas être laissés à l'abandon.

Avec Georges LEONETTI, avec Josy CHAMBON, ma Présidente de Commission, nous avons donc mis en place un appel à projets unique en France, dédié à l'aménagement, la rénovation et l'équipement de salles d'attente et d'espaces d'accueil dans les hôpitaux de la région. Nous y consacrons 1 million d'euros sur la totalité du mandat, et nous aurons ces six prochains mois déjà sept salles d'attente rénovées grâce à ce dispositif.

Je veux aussi rappeler que nous allons venir en aide aux services d'urgence de la Région. J'ai débloqué, au printemps dernier, 6 millions d'euros au total pour venir en aide, sur nos compétences, aux services d'urgence de la région.

Autour de trois axes de travail très clairs :

- en allouant spécifiquement une partie de l'enveloppe du Plan Salles d'Attente aux services d'urgence, afin d'améliorer les conditions d'accueil des malades et de travail des personnels (350 000 euros sur le mandat),
- en développant sensiblement la formation des infirmières de pratique avancée, dont nous avons la compétence, et qui joueront demain un rôle crucial en soutien de nos médecins urgentistes (4 millions d'euros sur le mandat),
- en ouvrant nos financements au soutien des maisons médicales de garde, adossées aux urgences et qui permettront de juguler les flux de patients (1,6 million d'euros sur le mandat).

Enfin, la Région a développé le PASS Santé jeunes. C'est un véritable bonus de 90 à 140 euros dont près de 20 000 jeunes bénéficient chaque année. Ils peuvent utiliser le PASS pour leurs prestations médicales, leurs consultations, leur contraception et leur dépistage, de manière confidentielle et

gratuite.

Au-delà de cette stratégie, nous misons sur l'avenir. Pour maintenir l'excellence des soins, nous devons préparer les soignants de demain.

Nous avons la chance de disposer, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'un pôle d'excellence médical unique en France.

Nos soignants, nos infirmiers, nos aide-soignants, nos auxiliaires de puériculture, nos ergothérapeutes et nos psychomotriciens font partie des meilleurs au monde.

Et pour être certain que cela perdure, nous nous engageons très fortement dans la formation des professionnels de demain :

- 17 000 étudiants dans les formations paramédicales de la région,
- 79 sites de formation d'excellence,
- 22 filières de formation au total
- budget régional de 101 millions d'euros dont :
 - o 79 millions pour la formation,
 - o 22 millions pour les aides individuelles aux étudiants,
- un taux d'insertion exceptionnel, supérieur à 90 % des diplômés.

Le secteur de la santé est le premier employeur de notre région, avec 280 000 personnes concernées, soit 15 % de la population active ! Ma chère Josy, tu connais parfaitement ce sujet.

En tant que Présidente de Commission en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la santé et du bien-être, tu fais un travail exceptionnel. En parallèle, tu diriges remarquablement l'Institut de formation Public Varois des Professions de Santé qui forme chaque année 750 jeunes femmes et hommes pleins de talent.

Je suis très sensible à la présence de tes étudiants à nos côtés aujourd'hui, dans la politique régionale de santé que nous menons ensemble, ils ont une place cruciale.

Monsieur le Directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille, le pôle de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille est lui aussi un pôle d'excellence, avec ses 2 200 étudiants et ses 10 filières. Nous sommes à vos côtés et nous continuerons de l'être. Je demanderai d'ailleurs, dans les négociations qui s'ouvriront bientôt avec l'Etat, à ce que le projet de pôle de formation sur le site de l'hôpital Nord soit directement inscrit au Contrat de Plan Etat-Région.

Vous l'avez compris, notre stratégie en matière de santé est ambitieuse. Et dans un tel dossier, je ne suis pas naïf. Je sais qu'on ne peut jamais avancer seul, sans vision ni recherche de résultats.

C'est pour cela que le soutien de l'Agence Régionale de Santé, et de l'ensemble du monde médical de nos territoires est important. Nos politiques doivent être concrètes et coordonnées.

Ce sont des maîtres-mots qui fondent notre stratégie. Je veux avoir un mot tout particulier pour les soignants, et ils sont nombreux ici aujourd'hui.

Je n'ignore rien de la situation de votre profession. Il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette entre vous et moi.

Personne ne peut nier que la situation s'est considérablement dégradée en l'espace de quelques années, et je ne souhaite pas faire partie de ceux qui y resteront aveugles.

Je ne suis ni Préfet sanitaire, ni Directeur d'hôpital, mais en tant que Président de Région, je considère que mon rôle est de venir en aide à ceux qui, chaque jour, engagent toute leur énergie pour sauver la vie de nos concitoyens.

S'il n'y avait qu'une raison pour laquelle entreprendre cette politique, c'est celle-là.

Elle justifie tout, du Plan Cancer régional aux salles d'attente en passant par notre annonce d'aujourd'hui.

Dans la bataille pour la santé publique, les Régions ont un rôle à jouer. Ce n'est pas pour rien que les Agences de santé ont une dimension régionale. C'est la bonne échelle

géographique et sociale pour planifier une politique de santé. Je suis très heureux, cher Philippe DE MESTER, de notre excellente relation de travail.

Sur l'installation des jeunes médecins en zone rurale, sur la télémédecine, sur le Plan Cancer, sur le plan santé-environnement, nous travaillons en parfaite coordination comme sur tant d'autres sujets. Nous allons poursuivre cet effort avec beaucoup de concentration. Avec ce SAMU neuf pour 2024, nous allons engager des moyens conséquents pour améliorer la sécurité de nos concitoyens. Mais nous allons aussi faire un geste fort en faveur des soignants qui font vivre ces infrastructures. Ils en ont besoin, et je suis fier d'être à leurs côtés.

Je le serai toujours.